

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

SETFORGE

Société anonyme au capital de 11 396 220 Euros.
Siège social : 192, avenue Thiers – 69006 Lyon.
R.C.S. Lyon 433 926 482 – APE 741 J.

Documents comptables annuels.

A – comptes sociaux

A1 – Bilan au 31 décembre 2005.

Actif	Notes	31/12/2005			31/12/2004
		Montant	Amortissements	Montant	Montant
Actif immobilisé :	(1)				
Immobilitisations incorporelles					
Brevets et droits similaires		581	183	398	51
		581	183	398	51
Immobilitisations corporelles					
Autres corporelles		846	320	526	387
		846	320	526	387
Immobilitisations financières :	(1.2)				
Participations	(13) (14)	13 886		13 886	13 886
Prêts		3		3	3
Autres financières		64		64	51
		13 952		13 952	13 939
Total (I)		15 379	503	14 876	14 377
Actif circulant :					
Créances	(2) (12)				
Clients et comptes rattachés	(13)	2 568		2 568	1 125
Autres créances	(13)	867	0	867	390
		3 435		3 435	1 515
Divers :					
Valeurs mobilières de placement	(3)	1 307	13	1 294	621
Disponibilités	(12)	42		42	1

		1 350	13	1 336	623
Total (II)		4 785	13	4 771	2 138
Comptes de régularisation :					
Charges constatées d'avance		98		98	48
Ecart de conversion actif		0		0	0
Total (III)		98		98	48
Total général (I à III)		20 261	516	19 745	16 563

Passif	Notes	Au 31-12-2005	Au 31-12-2004
Capitaux propres :			
Capital social versé	(4)	11 396	11 396
Primes de scission, de fusion		322	322
Réserve légale		155	152
Autres réserves		1 362	1 362
Report à nouveau		686	700
Résultat de l'exercice		359	71
Provisions réglementées		113	46
Total (I)		14 394	14 050
Provision pour risques et charges	(5)	1 235	420
Total (II)		1 235	420
Dettes :	(6) (12)		
Emprunts et dettes financières divers		1 452	654
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(13)	1 033	206
Dettes fiscales et sociales		895	937
Dettes sur immobilisations		550	56
Autres dettes	(13)	187	241
Total (III)		4 116	2 093
Total général (I à III)		19 745	16 563

A2 – Compte de résultat.

	Notes	Exercice 2005	Exercice 2004
Produits d'exploitation (I)		6 733	5 365
Chiffre d'affaires net total	(8) (13)	6 729	5 209
Transferts de charges		4	153
Autres produits		1	3
Charges d'exploitation (II)		6 041	5 086
Autres achats et charges externes	(13)	2 570	1 650
Impôts, taxes et versements assimilés		163	123
Charges de personnel	(9)	3 057	3 132
Dotations aux amortissements		182	112
Dotations aux provisions		0	2
Autres charges	(10)	69	68
1 – Résultat d'exploitation (I – II)		693	279

Produits financiers (III)		274	20
Produits de participations		251	0
Autres intérêts et produits assimilés		0	6
Reprises sur provisions financières		0	0
Différences positives de change		0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières		23	13
Charges financières (IV)		58	27
Dotations financières aux provisions		38	2
Intérêts et charges assimilées		20	26
Différences négatives de change		0	0
2 – Résultat financier (III -IV)		216	- 8
3 – Résultat courant avant impôt (1+ 2)		909	271
Produits exceptionnels (V)		96	13
Charges exceptionnelles (VI)		1 151	229
4 – Résultat exceptionnel (V -VI)	(11)	- 1 056	- 216
Impôt sur les bénéfices (VII)	(16)	- 506	- 16
5 – Total des produits (I+III+V)		7 103	5 397
6 – Total des charges (II+IV+VI+VII)		6 744	5 326
7 – Résultat net (5 – 6)	(15)	359	71

A3 – Annexe aux comptes sociaux.

I. – Principes et règles comptables

1.0 Précisions :

1.0.1 Changement de méthode :

La société n'est pas concernée par les changements de méthode induits par les règlements du CRC n° 2002-10 et 2004-06 relatifs aux nouvelles règles sur les actifs. Les comptes présentés n'intègrent donc aucun impact au titre d'un changement de méthode.

1.0.2 Indemnités au titre des médailles du travail :

Depuis le 1^{er} janvier 2004, conformément aux textes en vigueur, la société constate par le compte de résultats, ses engagements futurs au titre des médailles du travail. Ceux-ci s'élevaient à 2 K€ au 31.12.2004 comme au 31.12.2005.

1.1 Références de base.

Les comptes annuels de la Société, d'une durée de 12 mois en 2005, sont établis conformément aux dispositions de la législation française.

Ils ont été arrêtés le 7 avril 2006 par le Conseil d'Administration de la Société, dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes comptables, d'indépendance des exercices et dans la perspective de continuité de l'exploitation.

1.2 Méthodes d'évaluation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est basée sur la méthode des coûts historiques.

Toutefois :

les amortissements économiques sont calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation habituellement appliquées, à savoir entre :

— 5 et 10 ans pour les agencements immobiliers ;

— 3 et 6 2/3 ans pour le matériel de transport, de bureau et le mobilier.

Les incitations fiscales à l'enregistrement des suppléments d'amortissements (mode dégressif) sont appliquées pour la totalité des possibilités admises.

Pour les immobilisations financières, l'évaluation au coût historique est comparée à leur valeur d'usage. Celle-ci est généralement déterminée par référence aux capitaux propres de la société détenue, à sa contribution à l'activité du groupe et à ses perspectives de développement et de résultat.

Des provisions pour dépréciation des actifs sont constituées chaque fois que la valeur d'inventaire ou la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable d'un élément de l'actif.

II. – Informations complémentaires

(En milliers d'euros).

Note 1 – Immobilisations :

	Valeur initiale	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Montant brut :				

Incorporelles	188	396	3	581
Corporelles	572	274	0	846
Financières	13 939	13	0	13 952
	14 699	683	3	15 379
Amortissements ou provisions :				
Incorporelles	137	47	1	183
Corporelles	185	135	0	320
Financières	0			0
	322	182	1	503

Note 2 – Créances.

Les créances sont toutes à moins d'un an. Aucune créance n'est représentée par des effets de commerce.

Note 3 – Valeurs mobilières de placement et disponibilités.

Ce poste inclut essentiellement, valorisés à leur coût d'acquisition, des placements à court terme, parts de F.C.P., actions de SICAV et dépôts à terme, sans risque sur le capital. A la clôture de l'exercice la valeur de marché totale correspond à la valeur inscrite au bilan.

Le cas échéant, les effets remis à l'encaissement et non échus sont exclus des disponibilités et reclassés en créances.

Les actions propres (7 966 titres en fin d'exercice contre 4 131 titres au 31/12/2004) sont valorisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque ce prix est supérieur au cours de bourse moyen du dernier mois précédant la clôture de l'exercice. En outre, si ce dernier est supérieur aux prix d'exercice des options d'achat consenties par le Conseil d'Administration, une provision pour risques est alors constatée à hauteur de leur différence.

Note 4 – Capital social :

	2005	2004
Nombre d'actions	379 874	379 874
Valeur de l'action (en Euro)	30	30
Montant du Capital Social (en Euro)	11 396 220	11 396 220

Note 5 – Provisions pour risques et charges :

Pour charges diverses	350	70
Sur stocks-options	26	2
Pour primes médailles du travail	2	2
Pour impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	856	346
	1 235	420

Note 6 – Emprunts et dettes :

6.1. Ventilation :

	2005	2004
A moins d'un an	3 092	1 735
A plus d'un an	918	358
A plus de cinq ans	107	0
Total des dettes au bilan	4 116	2 093

6.2. Décomposition des dettes financières (incluses dans le total ci dessus) :

Concours bancaires ponctuels	93	57
Dettes financières à moins d'un an	334	239
Dettes financières à plus d'un an	1 025	358
Total des dettes financières	1 452	654

Note 7 – Engagements financiers.

Les engagements de retraite sont constitués des seules indemnités de fin de carrière prévues par les conventions collectives ou contractuelles. Au sein de la société, il n'existe aucun régime propre, collectif ou individuel, de retraite.

La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est conforme aux recommandations en vigueur. Elle prend en compte les paramètres suivants : un âge de départ à 60 ans ou s'il est dépassé, 65 ans – la rémunération et ses charges sociales afférentes lors du départ – les droits acquis – les taux de probabilité d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise – un taux d'actualisation de 2,5 %, net d'inflation et de progression salariale.

La totalité de ces engagements s'élève à 369 milliers d'euros contre 405 un an auparavant. Ils sont couverts en totalité par un contrat d'assurance. La société n'a reçu ou donné aucun autre engagement.

Note 8 – Ventilation du chiffre d'affaires :

	2005	2004
Métropole	6 729	5 209
Exportation	0	0
	6 729	5 209

Note 9 – Ventilation de l'effectif moyen :

	2005	2004
Cadres	26	23
Etam	7	7
	33	30

Note 10 – Rémunération des organes d'administration :

	2005	2004
Rémunérations versées aux administrateurs	68	68

Aucune avance ou crédit et aucun engagement en matière de pensions et assimilées n'ont été accordés au profit des membres actuels ou à d'anciens membres de ces organes d'administration.

Note 11 – Résultat exceptionnel :

	2005	2004
Produits de gestion divers	0	11
Produits sur cessions d'actifs corporels	0	2
Reprise provision pour charges diverses	70	0
Reprise partielle provision impôts – écart sur taux	10	0
Reprise provision amortissements dérogatoires	16	0
Assurances indemnités fin de carrière	0	-31
Amortissements dérogatoires	-82	-46
Charges de gestion diverses	-197	-11
Valeur nette des actifs corporels sortis ou cédés	-2	-16
Provision pour charges diverses	-350	-72
Provision d'intégration fiscale	-521	-52
	- 1 055	- 216

Note 12 – Charges à payer et produits à recevoir inclus au bilan :

	2005	2004
A l'actif :		
Disponibilités		
Autres créances	0	148
	0	148
Au passif :		
Dettes auprès d'établissements de crédit	1	1
Dettes fournisseurs	4	17
Dettes fiscales et sociales	401	398
Autres dettes	128	133

	533	549
--	-----	-----

Note 13 – Entreprises liées :

	2005	2004
Au compte de résultats :		
Chiffre d'affaires	6 729	5 209
Autres charges externes	676	37
Produits sur participations	251	0
Au bilan :		
Participations financières	13 886	13 886
Créances clients	2 568	1 125
Autres créances	628	176
Dettes fournisseurs	775	13
Autres dettes	0	23

Note 14 – Liste des filiales et participations.
Les informations sont développées en annexe.

Note 15 – Incidence des évaluations fiscales dérogatoires et exceptionnelles :

	2005	2004
Résultat de l'exercice	359	71
Impôt sur les bénéfices	- 506	- 16
Résultat avant impôts	- 147	55
Variation des provisions réglementées	66	46
Résultat avant impôts hors évaluations fiscales dérogatoires	- 81	102
Variation des provisions exceptionnelles pour impôt	511	52
Résultat avant impôts hors évaluations fiscales dérogatoires et exceptionnelles	430	154

Note 16 – Impôt sur les bénéfices :
16.1. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

	2005	2004
Résultat exceptionnel avant impôt	909	271
Résultat exercice avant impôt	- 1 056	- 216
	- 147	55
Impôt sur le résultat courant :		
Impôt sur le résultat exceptionnel	0	0
Incidence groupe fiscal	4	6
Impôt sur le résultat de l'exercice	- 510	- 22
	- 506	- 16
Résultat courant après impôt :		
Résultat exceptionnel après impôt	909	271
Résultat exercice après impôt	- 550	- 200
	359	71

16.2. Précision.

Dans le cadre de l'intégration fiscale, le groupe a opté pour une prise en charge par chaque société, de l'impôt qu'elle aurait eu à acquitter sans ce régime. Aussi toutes les charges et les profits d'impôt transitent par le poste impôt du compte de résultat. Chez la mère, les économies temporaires d'impôt à reverser ultérieurement font l'objet de provision exceptionnelle pour risque, le cas échéant.

III – Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'euros).

	2005	2004
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (A)	184	- 74
Marge brute d'autofinancement	609	386
Résultat net	359	71
Amortissements et provisions nets	248	286
Plus values de cession	2	29
Variation du besoin en fonds de roulement net	- 426	- 460
Créances nettes	-1 971	-309
Dettes liées à activité	1 546	- 152
Flux nets de trésorerie liés aux investissements (B)	- 186	- 413
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-682	-464
Variation des créances sur cession d'immobilisations	2	-2
Cession ou réduction d'immobilisations	0	7
Variation des dettes sur investissements	494	45
Flux nets de trésorerie liés au financement (C)	680	- 143
Dividendes versés aux actionnaires	-82	-167
Hausse des emprunts et des subventions	1 000	250
Remboursement des emprunts et des subventions	-238	-226
Variation de la trésorerie disponible : (A + B + C)	677	- 630
Dont :		
Disponibilités	714	- 688
Découverts ponctuels	37	- 59
Trésorerie disponible à l'ouverture	566	719
Trésorerie disponible à l'ouverture suite fusion	0	477
Trésorerie disponible à la clôture	1 243	566

B – Projet affectation résultat.

Origines :	
Report à nouveau antérieur	686 268
Résultat net de l'exercice	359 131
Montant à affecter	1 045 399
Affectations :	
Réserve légale	17 957
Réserves facultatives	427 442
Dividendes	0
Report à nouveau	600 000
Total affecté	1 045 399

C. – Comptes consolidés.

C1 – Compte de résultat consolidé – Normes IFRS.

(En milliers d'euros).

	Année	Année
	2005	2004
Chiffres d'affaires hors taxes	130 733	107 722
Dont exportation	53 989	41 778

Variation stocks produits finis et en cours	307	3 400
Autres produits de l'activité	0	0
Total produits exploitation	131 039	111 172
Achats consommés	68 998	49 602
Charges de personnel	28 490	27 181
Charges externes	23 256	22 376
Impôts et taxes	2 796	2 840
Dotations aux amortissements	6 173	5 963
Dotations aux provisions	580	- 89
Autres produits et charges d'exploitation	- 600	340
Résultat opérationnel courant	147	3 639
Produits et charges opérationnels non courants	0	0
Résultat opérationnel	147	3 639
Coût de l'endettement financier net	802	720
Autres produits et charges financiers	137	26
Charge d'impôt	-560	1 153
Résultat net	42	1 792
Dont minoritaires	0	0
Dont part du groupe	42	1 792
Marge brute d'autofinancement	5 941	8 341
Resultat net par action :		
En euro	0,11	4,72
P.m. Nombre d'actions en circulation	379 874	379 874

C2 – Bilan consolidé – Normes IFRS.

(En milliers d'euros).

Actif	2005	2004
Actifs non courants	51 166	44 758
Immobilisations incorporelles	444	97
Immobilisations corporelles	50 556	44 506
Actifs financiers à long terme	166	155
Impôts différés actifs	0	0
Actifs courants	56 181	52 545
Stocks nets	21 839	19 030
Créances commerciales nettes	28 265	26 533
Autres actifs à court terme	2 186	2 738
Trésorerie et équivalents	3 891	4 245
Total actif	107 347	97 303

Passif	2005	2004
Capitaux propres	29 434	29 543
Capital social	11 396	11 396
Primes	322	322
Réserves et autres	17 674	16 032
Résultat net	42	1 792

Intérêts minoritaires	0	0
Passifs non courants	18 760	14 751
Provisions	1 570	781
Dettes financières à long terme	14 587	10 815
Produits différés à long terme	299	297
Impôts différés passif	2 304	2 858
Passifs courants	59 153	53 009
Dettes financières à court terme	16 388	10 346
Dettes fournisseurs	30 345	30 366
Autres passifs à court terme	12 420	12 297
Total passif	107 347	97 303

C3 – Variation capitaux propres consolidés – Normes IFRS.

(En milliers d'euros).

	Année 2005	Année 2004
A l'ouverture (a)	29 543	28 042
Dividendes distribués	-82	-167
Variation taux d'imposition sur retraitements IFRS	0	0
Ecart sur retraitements IFRS	170	0
Coût des stocks options	8	0
Auto-contrôle	-214	-119
Divers	-34	-6
Résultat de l'exercice	42	1 792
A la clôture	29 434	29 543

(a) Changement de méthode au 01/01/04 pour – 70 K€

C4 – Tableau des flux de trésorerie nette consolidés – Normes IFRS.

(En milliers d'euros).

	Année 2005	Année 2004
Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	2 410	6 741
Marge brute d'autofinancement	5 941	8 341
Résultat net	42	1 792
Amortissements et provisions nets	6 200	6 010
Résultat calculé sur stocks-options	8	0
Variation imposition différée	- 639	799
Plus values de cession	349	-261
Quote part Subvention rapportée au résultat	19	
Variation du besoin en fonds de roulement net	-3 531	- 1 599
Stocks nets	- 2 809	- 5 787
Créances nettes	- 1 229	- 3 330
Dettes liées à l'activité	481	7 514
Comptes de régularisation	25	4
Flux nets de trésorerie liés aux investissements (B)	- 12 264	- 8 628

Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-12 340	-9 170
Augmentation des immobilisations financières	- 14	- 8
Valeur de cession ou réduction d'immobilisations	124	386
Variation des dettes sur investissements	- 33	164
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	4 755	2 253
Dividendes versés aux actionnaires	-82	-167
Hausse des emprunts et des subventions	9 570	4 645
Remboursement des emprunts et subventions	- 3 771	- 3 285
Variation des financements courants	- 761	1 179
Achat d'actions propres	- 201	- 119
Vente d'actions propres	0	0
Variation de la trésorerie disponible dont : (A+B+C)	- 5 099	366
Disponibilités	- 62	- 34
Placements	-292	935
Découverts ponctuels	- 4 745	-535
Trésorerie disponible à l'ouverture	2 280	1 913
Trésorerie disponible à la clôture	- 2 819	2 280

C5 – Annexe aux comptes consolidés – Normes IFRS.

(En milliers d'euros).

Principes et règles de consolidation.

1. Références de base.

Jusqu'au 31.12 2004 les comptes consolidés du groupe étaient élaborés conformément aux dispositions de la législation française.

A compter du 1^{er} janvier 2005, en application du règlement Européen n° 1606/2002 visant les sociétés cotées sur un marché réglementé européen, les comptes consolidés du groupe sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) émis par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les principes et règles comptables décrits ci-après ont été appliqués de manière homogène pour toutes les périodes présentées.

2. Périmètre de consolidation.

Toutes les sociétés suivantes, dont SETFORGE S.A. dirige les politiques financière et opérationnelle et qu'elle contrôle directement ou indirectement à plus de 50 %, sont consolidées directement par la méthode de l'intégration globale.

Nom de la Société	Siège	N° SIRET	Pourcentage d'intérêt au	
			31.12.05	31.12.04
Setforge S.A.	Lyon (69)	433 926 482 00038	Mère	Mère
Setforge Lyon	Lyon (69)	408 479 806 00015	–	Absorbée au 01/01/04
Setforge Extrusion	L'Horme (42)	309 134 203 00012	100	100
Setforge l'Horme	L'Horme (42)	338 002 132 00011	100	100
Setforge La Clayette	La Clayette (71)	572 200 855 00029	100	100
Setforge Gauvin	La Monnerie – le – Montel (63)	745 781 021 00019	100	100

Au sein du Groupe les notions d'entités ad hoc, d'entreprises associées ou de co-entreprises sont inexistantes.

L'ensemble des sociétés françaises ci-dessus constitue le groupe fiscal SETFORGE qui expirera au 31 décembre 2010.

3. Principes comptables.

La consolidation est effectuée sur la base des comptes sociaux établis par chaque société. Elle est également établie :

- après élimination des opérations internes au groupe ;
- dans la perspective de continuité de l'exploitation ;

— selon les principes du coût historique sauf pour certains postes évalués à la juste valeur tel que précisé ci-après.

L'élaboration des comptes consolidés en normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations. (Sauf précision contraire les données chiffrées sont exprimées en milliers d'euros).

3.1. actifs non courants.

3.1.1. Immobilisations incorporelles :

Au sein du Groupe il n'existe ni good-will, ni écart d'acquisition, ni frais de recherche.

Les immobilisations incorporelles sont constituées uniquement de logiciels achetés enregistrés à leur coût d'acquisition et amortis suivant le mode linéaire au maximum sur 3 ans, sauf si un indice de perte de valeur après analyse conduit à la constatation d'une perte de valeur égale à la différence entre le montant recouvrable et la valeur comptable de l'actif concerné.

En ce qui concerne :

— les frais de recherche, ils ne sont pas immobilisables ;

— les frais de développement, dès qu'ils sont encourus, ils sont enregistrés directement en charges car le Groupe considère qu'aucune certitude sur le bénéfice de leurs avantages économiques futurs n'existe.

Les immobilisations incorporelles ont évoluées ainsi :

	31.12.2004	Augmentation	Diminution	31.12.2005
Montants bruts	1 152	427	105	1 474
Concessions, brevets, licences	1 060	427	13	1 474
Fonds commercial	92		92	
Autres immobilisations incorporelles				
Amortissements ou provisions :	1 055	78	103	1 030
Concessions, brevets, licences	963	78	11	1 030
Fonds commercial	92		92	
Autres immobilisations incorporelles				
Montants nets	97	349	2	444

3.1.2. Immobilisations corporelles :

3.1.2.1. Terrains : Ils sont comptabilisés à leur juste valeur établie régulièrement à dire d'expert.

3.1.2.2. Autres corporelles : Elles sont enregistrées par composants à leur coût historique d'acquisition ou de production diminué de leurs amortissements.

Les coûts n'intègrent :

— ni frais financiers, ils sont comptabilisés en charges ;

— ni déduction liée aux subventions d'investissement, elles sont enregistrées au bilan en produits différés et sont rapportées en résultat sur la durée d'utilisation de l'actif correspondant ;

— ni coûts d'entretien et de réparation courants, ils sont enregistrés en charges.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon des durées d'utilisation ci-après reflétant le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque composant d'un actif, à savoir :

	Structure et assimilés	Composants secondaires
Immeubles	60 ans	18 -30 ans
Bâtiments industriels	40 ans	15 -30 ans
Autres Agencements immobiliers	5 – 10 ans	–
Equipements industriels avec composants	20 – 30 ans	2 – 18 ans
Autres équipements industriels	3 – 6 2/3 ans	–
Equipements informatiques et assimilés	3 ans	–
Matériels de transport	3 ans	–
Autres corporels	3 – 6 2/3 ans	–

Aucune valeur résiduelle n'a été affectée aux immobilisations qui ne bénéficient d'aucun marché actif lors de leur revente éventuelle.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations corporelles sont déterminées par rapport à la juste valeur pour les terrains et à la valeur nette comptable pour les autres corporelles. Elles sont enregistrées en résultat dans les autres produits et charges opérationnelles.

Les immobilisations corporelles ont évolués ainsi :

	31.12.2004	Augmentation	Diminution	31.12.2005
Montants bruts	123 589	12 332	9 112	126 809
Terrains	2 385		113	2 272
Constructions	24 173	555	2 270	22 458
Matériel	91 636	3 915	6 389	89 162
Autres corporels	2 592	363	99	2 856

Immobilisations en cours	2 803	7 498	240	10 061
Amortissements ou provisions	79 083	5 785	8 614	76 253
Terrains	357	5	114	249
Constructions	13 552	910	1 148	13 314
Matériel	63 190	4 611	7 279	60 522
Autres corporels	1 983	258	73	2 168
Immobilisations en cours				
Montants nets	44 506	6 547	497	50 556

3.1.2.3. Contrat de location :

Les contrats de location significatifs qui sous certaines conditions transfèrent au Groupe l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ainsi loué sont immobilisés à leur juste valeur et génèrent un passif financier en contre-partie des paiements futurs actualisés.

Le montant des crédits baux et des locations financement incorporés dans les immobilisations corporelles ci-dessus est le suivant :

	31.12.2004	Augmentation	Diminution	31.12.2005
Montants bruts	8 709	36	23	8 723
Terrains crédit bail	15			15
Constructions crédit bail	4 766			4 766
Matériel crédit bail et assimilé	3 928	36	23	3 941
Amortissements ou provisions	3 837	582	11	4 407
Terrains crédit bail				
Constructions crédit bail	1 375	398		1 773
Matériel crédit bail et assimilé	2 462	184	11	2 634
Montants nets	4 873	- 546	11	4 316

Les paiements relatifs à ces crédits baux et aux locations financement sont les suivants et ils n'intègrent aucun revenu de sous-location :

	31.12.2005	31.12.2004
Total des loyers à payer	10 026	10 010
Dont :		
Loyers antérieurs payés	6 450	5 512
Loyers de l'exercice	740	954
Loyers futurs à régler	2 836	3 544
Dont :		
A moins d'un an	639	738
Au delà de 1 an et jusqu'à 5 ans	1 380	1 729
Au delà de 5 ans	817	1 077

Par ailleurs les paiements relatifs aux autres contrats de location simple sont les suivants :

	31.12.2005	31.12.2004
Loyers inclus dans le compte de résultat	822	715
Dont : + loyers sur contrats significatifs	647	568
Pour ces derniers, paiements futurs minimaux	3 124	3 281
Dont :		
A moins d'un an	639	581
Au delà de 1 an et jusqu'à 5 ans	1 867	1 809
Au delà de 5 ans	618	891

3.1.2.4. Pertes de valeur :

Si pour une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) des indices de pertes de valeur apparaissent à la clôture annuelle, la valeur d'utilité de ses immobilisations corporelles et incorporelles est testée pour vérifier qu'elle est supérieure au cumul des flux futurs de trésorerie actualisés dégagés par cette UGT. Dans le cas contraire une perte de valeur pour la différence est enregistrée directement en résultat en l'absence d'écarts d'acquisition.

A chaque site industriel du Groupe correspond une Unité Génératrice de Trésorerie.

Au titre de l'exercice aucune perte de valeur n'a été décelée.

3.1.3. Actifs financiers à long terme :

Les actifs financiers à long terme sont constitués pour l'essentiel par des prêts et créances avec des échéances supérieures à 12 mois à la date de clôture. Ils sont comptabilisés au coût historique après déduction d'une perte de valeur le cas échéant.

Leur composition et évolution est la suivante :

	31.12.2004	Augmentation	Diminution	31.12.2005
Montants bruts	155	14	3 007	166
Autres titres de participation	2		1	1
Prêts	3	1		4
Autres financières	150	13	2	161
Amortissements ou provisions :				
Autres titres de participation				
Prêts				
Autres financières				
Montants nets	155	14	3	166

3.2 impôts exigibles et différés.

3.2.1 Impôt sur les résultats :

La charge d'impôt au compte de résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé et se décompose ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Charge d'impôt exigible	79	353
Produit / charge d'impôts différés	- 639	799
Total des impôts au compte de résultat	- 560	1 153

L'impôt exigible déterminé selon les règles fiscales est basé sur les bénéfices des sociétés du Groupe constitué en groupe fiscal. Il intègre les éventuels ajustements d'impôts à payer sur les exercices précédents et il s'analyse ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Résultat avant impôt	- 518	2 946
* Taux d'impôt en France (%)	% 33,33	% 33,33
Charge d'impôt théorique	- 173	982
Effets sur l'impôt théorique	145	229
des différences entre bases comptable et fiscale	190	36
des contributions additionnelles	- 3	29
des impositions forfaitaires annuelles	83	124
des éléments divers	- 125	40
Charge d'impôt calculé	- 28	1 211
Effet intégration fiscale compensée par provision	- 532	- 58
Charge d'impôt réel	- 560	1 153
Taux d'impôt effectif avant effet intégration fiscale	% 5,34	% 41,10

L'impôt différé à la clôture est calculé, selon la méthode du report variable, en appliquant le taux d'imposition, adopté ou qui sera adopté, aux différences temporaires existant entre les valeurs comptables des actifs ou des passifs au bilan consolidé et leurs bases fiscales correspondantes.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés s'il est plus probable qu'improbable que des résultats futurs taxables permettront d'absorber les déficits reportables.

La position nette des impôts différés au bilan se décompose ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Différences temporaires	- 625	- 556
Retraitement des écritures de nature fiscale	1 915	2 095
Reports fiscaux déficitaires	- 1 608	- 1 218
Changements de méthodes	2 205	2 118
Sur réévaluation des terrains	417	418

Total passifs nets d'impôts différés	2 304	2 858
--------------------------------------	-------	-------

Leur variation s'analyse comme suit :

	31.12.2005	31.12.2004
Au 1er janvier	2 858	2 058
Produit / charge d'impôts différés	- 639	799
Autres variations	85	
Au 31 décembre	2 304	2 858

3.3 actifs courants.

3.3.1 Stocks :

Les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré :

— d'achat (y compris les frais accessoires directement attribuables) pour les matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements achetés ;

— de production (y compris tous coûts directs et les frais généraux de production affectés sur la base de la capacité normale de production) pour les en-cours et les produits finis manufacturés.

Les coûts n'intègrent aucun frais financier.

A partir d'indices de perte de valeur et après analyse, des dépréciations sont constituées dès lors que la valeur nette probable de réalisation est inférieure au coût d'achat ou de production. Cette valeur nette correspond au prix de vente attendu après déduction des coûts estimés d'achèvement et de commercialisation.

La composition des stocks est la suivante :

	31.12.2005	31.12.2004
Matières premières	9 825	7 323
En cours	5 344	7 895
Produits finis	6 772	3 812
Provision pour dépréciation	102	0
Stocks nets	21 839	19 030

La variation des provisions pour dépréciation des stocks s'analyse comme suit :

	31.12.2005	31.12.2004
Au 1er janvier	0	162
Dépréciations de l'exercice	102	
Utilisation des provisions		162
Au 31 décembre	102	0

3.3.2 Créances commerciales :

Elles incluent les effets remis à l'encaissement et non échus qui sont exclus des disponibilités.

Elles sont comptabilisées à leur juste valeur sur la base de leur valeur nominale historique car les délais de paiement accordés sont conformes aux usages de la profession.

A partir d'indices de perte de valeur et après analyse, des dépréciations sont constituées dès lors que le cumul, le cas échéant actualisé s'il est significatif, des encaissements espérés est inférieur à la valeur nette comptable de la créance.

Les créances commerciales nettes, toutes avec des échéances inférieures à un an, s'élèvent à :

	31.12.2005	31.12.2004
Clients et comptes rattachés	28 634	26 912
Provision pour pertes de valeur	369	378
Créances commerciales nettes	28 265	26 534

La variation des provisions pour dépréciation des créances commerciales s'analyse comme suit :

	31.12.2005	31.12.2004
Au 1er janvier	378	123
Dépréciation de l'exercice	96	255
Utilisation des provisions	105	0
Au 31 décembre	369	378

3.3.3 Autres actifs à court terme :

Les autres actifs à court terme se décomposent ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Acomptes versés sur commandes	20	10
Autres créances	1 905	2 554
Charges constatées d'avance	260	176
Provision pour pertes de valeur	0	2
Autres actifs à court terme nets	2 186	2 738

3.3.4 Trésorerie et équivalents :

Évalués à leur juste valeur, la trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les placements à court terme très liquides, facilement convertibles et soumis à un risque négligeable de changement de valeur déduction faite des découverts bancaires ponctuels remboursables à vue classés dans les passifs financiers.

Les effets remis à l'encaissement et non échus sont exclus des disponibilités et sont reclassés dans les créances commerciales.

Sa composition est la suivante :

	31.12.2005	31.12.2004
Valeurs mobilières de placement	3 780	4 072
Disponibilités	111	173
Provisions pour pertes de valeur		
Total trésorerie à l'actif	3 891	4 245
Découverts bancaires	6 710	1 966
Total trésorerie disponible	- 2 819	2 280

3.4 capitaux propres.

3.4.1 Capital social :

Le capital social est constitué uniquement par des actions ordinaires. La société n'a émis aucun instrument financier permettant directement ou indirectement d'accéder immédiatement ou à terme à des actions en capital

Les éventuelles actions d'auto-contrôle détenues par la société sur elle-même ou par l'une de ses filiales sont déduites des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Le prix net de frais directs de leur cession ultérieure est enregistré en capitaux propres.

3.4.2 Primes et réserves :

Elles se ventilent ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Prime d'émission, fusion, apport	322	322
Réserve légale	155	152
Report à nouveau	686	700
Réserves consolidées	16 832	15 180
Total des réserves et autres	17 996	16 355

3.5 Passifs financiers.

Les passifs financiers comprennent notamment les emprunts auprès des établissements de crédit et assimilés, la contrepartie des crédits baux et le cas échéant des locations-financement, et les découverts bancaires ponctuels. Ils sont portés dans les passifs courants pour la part devant être remboursée dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés au bilan à leur juste valeur sous déduction de leurs coûts d'émission.

Ils se ventilent comme suit :

	31.12.2005	31.12.2004
Emprunts auprès des établissements financiers	11 352	7 722
Emprunts en crédit bail	1 733	2 273
Contrats de location financement	280	352
Emprunts et dettes financières divers	1 135	171
Autres passifs financiers à long terme	87	297
Total long terme	14 587	10 815
Emprunts auprès des établissements financiers	3 531	2 367
Emprunts en crédit bail	471	482

Contrats de location financement	98	104
Emprunts et dettes financières divers	5 587	5 345
Découverts bancaires	6 626	1 962
Autres passifs financiers à court terme	76	86
Total court terme	16 389	10 346
Total dettes financières	30 975	21 162

L'endettement net financier se décompose ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Dettes Financières	30 975	21 162
Valeurs mobilières de placement	3 780	4 072
Disponibilités	111	173
Endettement net financier	27 084	16 916

3.6 Passifs non courants.

3.6.1 Provisions :

Des provisions sont constituées si, à la date de clôture, il est certain ou probable qu'une obligation actuelle, juridique ou implicite, du Groupe envers un tiers provoquera une sortie de ressources sans aucune contrepartie et dont le montant peut être estimé de façon fiable.

Elles se ventilent ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Charges diverses	370	72
Indemnités départ retraite	235	269
Primes médailles du travail	109	95
Pour impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	856	346
Total des provisions	1 570	781

3.6.2 Produits différés à long terme

Leur composition est la suivante :

	31.12.2005	31.12.2004
Subventions d'investissements obtenues	400	400
- quote part rapportée aux résultats antérieurs	48	22
- quote part rapportée aux résultats	26	26
- quote part à court terme	26	54
Produits différés à long terme	299	297

3.7 Personnel : frais et avantages.

3.7.1 A court terme : Toutes les rémunérations, salaires, cotisations de sécurité sociale, congés payés, congés maladie, les primes, l'intéressement, les avantages non-maténières et toutes autres charges assimilées sont comptabilisés au titre de l'exercice au cours duquel les salariés du Groupe ont rendu les services correspondants.

3.7.2 Postérieurs à l'emploi : Le Groupe ne recourt à aucun régime à prestations définies collectif ou individuel. Par contre dans le cadre des régimes légaux et obligatoires à cotisations définies, les sociétés du Groupe versent les cotisations prévues à divers fonds d'assurances. L'engagement des sociétés du Groupe se limite au paiement des cotisations. Les cotisations ainsi versées sont comptabilisées au titre de l'exercice ou elles sont dues.

3.7.3 A long terme : Parmi les divers avantages possibles, le Groupe est seulement concerné par les indemnités versées à l'occasion des médailles du travail. A partir d'évaluations actuarielles annuelles la provision constituée est ajustée à chaque clôture (se reporter à note 3.6.1).

3.7.4 Indemnité de fin de contrat : L'évaluation actuarielle des indemnités de fin de contrat prévues par les conventions collectives ou des contrats est basée sur la méthode des unités de crédit projetées et sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Un age de départ à 60 ans ou s'il est dépassé, 65 ans ;
- La rémunération et ses charges sociales afférentes lors du départ ;
- Les droits acquis ;
- Les taux de probabilité d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise ;
- Un taux d'actualisation de 2,5 %, net d'inflation et de progression salariale ;
- Un taux de rendement espéré sur les actifs de couverture de 4,5 %.

Ces évaluations et hypothèses sont revues annuellement.

Ces engagements sont couverts pour l'essentiel par un contrat d'assurance. Le solde éventuel entre les capitaux assurés et les engagements actuariels est comptabilisé sous forme de provision, selon le décompte suivant :

	31.12.2005	31.12.2004
Engagements actuariels totaux	3 792	3 735
Engagements couverts par un contrat d'assurance	3 557	3 466
Engagements résiduels provisionnés	235	269

3.7.5 Paiement en actions : Les avantages accordés à des salariés du Groupe et au mandataire social sous forme d'options d'achat d'actions de la société sont évalués à leur date d'attribution à leur juste valeur définie à dire d'actuaire. Ces avantages sont comptabilisés, en totalité au titre de l'exercice de l'attribution, en charges de personnel et par la contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

L'évolution du nombre des options attribuées est la suivante :

Date D'attribution	Date D'exercice	Date D'échéance	Prix d'exercice	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options	
					31.12.2005	31.12.2004
04/06/2004	05/06/2005	05/06/2008	28,32	16	4 000	4 000
04/02/2005	05/02/2006	05/02/2009	30,63	16	4 000	
Nombre d'options attribuées et en-cours					8 000	4 000
Juste valeur à dire d'actuaire (en Euros)					8 374	0

3.7.6 Effectifs moyens :

Effectif moyen	31.12.2005	31.12.2004
Cadres	71	63
Employés	172	168
Ouvriers	622	595
	865	826
Dont intérimaires	129	103

3.7.7 Détail charges de personnel :

	31.12.2005	31.12.2004
Salaires et traitements	19 952	18 958
Charges sociales	8 378	8 074
Participation des salariés	152	149
Plans d'options sur actions	8	
Total	28 490	27 181

3.8 passifs courants.

3.8.1 Dettes fournisseurs :

3.8.2 Autres passifs à court terme :

Les autres passifs à court terme se décomposent ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Acomptes reçus sur commandes	0	0
Dettes fiscales et sociales	8 238	7 582
Dettes sur immobilisations	3 175	2 999
Autres dettes	980	1 689
Produits différés à court terme	26	26
Total autres passifs à court terme	12 420	12 297

3.8 compte de résultat.

3.8.1 Produits de l'activité ordinaire :

Le produit des ventes est enregistré s'il est probable que les avantages économiques associés aux transaction iront au Groupe et si le montant des produits et des coûts encourus ou à encourir sur la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Le montant des ventes est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir après, le cas échéant, déduction de toutes remises commerciales, rabais sur volumes et similaires.

Les ventes de biens sont comptabilisées à la date du transfert effectif à l'acheteur de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens qui s'accompagne de l'arrêt de l'implication du Groupe dans leur gestion et dans leur contrôle effectif.

En cas de ventes de prestations de services leurs produits sont enregistrés en fonction du degré d'avancement, estimé de façon fiable, de la transaction à la date de clôture.

Les ventes se ventilent ainsi :

	31.12.2005	31.12.2004
Métropole	76 747	65 995
Exportation	53 986	41 778
Total des ventes	130 733	107 772

3.8.2 Informations sectorielles :

Le Groupe développe son offre technique de sous-traitance de pièces forgées de haute technologie en s'adressant à de nombreux secteurs de l'industrie mécanique européenne. Cette offre technique de sous traitance s'appuie sur un outil industriel complémentaire spécialisé techniquement mais pas par secteurs servis.

Le Groupe, n'ayant pas identifié d'exposition à des risques ou des rentabilités significativement différents, considère qu'il développe son activité sur un seul secteur d'activité, l'offre technique de sous-traitance de pièces forgées, et sur un seul secteur géographique, l'Europe (Ouest et Est).

3.8.3 Autres produits et charges d'exploitation :

Leur ventilation est la suivante :

	31.12.2005	31.12.2004
Plus value sur cession actifs corporels	92	320
Subventions nettes reçues	50	62
Divers	37	- 42
Indemnités de départ et autres	- 779	
Total	- 600	340

3.8.4 Frais de recherche et développement :

Aucun des frais ci-après n'est immobilisé.

	31.12.2005	31.12.2004
Frais de recherche et développement	347	249

3.9 autres informations.

3.9.1 Engagements hors bilan :

3.9.1.1 Engagements financiers :

	31.12.2005	31.12.2004
Effets escomptés et non échus	néant	néant
Avals et cautions donnés	9 782	5 485
Dont :		
En garantie d'emprunt pour les filiales	néant	néant
En matière de départ à la retraite	voir note 3.7.4	voir note 3.7.4
Solde sur commandes d'immobilisations	691	5 297
Avals et cautions reçus	néant	néant
Autres (a)	néant	néant

(a) Les coûts découlant de la politique environnementale du groupe telle que décrite dans le rapport de gestion sont portés en charge dans les conditions usuelles.

3.9.1.2 Instruments financiers dérivés et couverture :

Depuis l'avènement de l'€uro l'essentiel des transactions et des flux du Groupe sont réalisés dans la monnaie Européenne. Aussi l'exposition au risque de change s'est fortement allégée et représente des enjeux financiers peu significatifs.

Dans le cadre de sa politique financière le Groupe s'emploie à diversifier ses lignes de crédit souscrites en euros en recourant aux taux fixes et aux taux variables pour limiter son risque en cas de variation forte des taux. Les enjeux financiers sur les risques de taux sont peu significatifs.

3.9.2 Rémunération des organes d'administration :

	31.12.2005	31.12.2004
Rémunération versée par la mère à ses administrateurs	68	68
Rémunération versée par les filiales à ses administrateurs	0	0
Rémunération versée par l'ensemble du groupe	68	68

3.9.3 Autres informations :

Au cours de la période aucun, élément exceptionnel, changement d'estimation, mouvement sur emprunt obligataire, rachat sur capitaux propres, événement après clôture ou changement sur les engagements n'est intervenu autres que ceux inclus dans ces comptes.

Impacts du passage aux Normes IFRS.

2.1 Généralités.

Les comptes au 31 décembre 2005 sont établis en appliquant les principes comptables ci-avant définis en conformité avec le référentiel IFRS. Ceux de l'exercice 2004 ont été retraités en conformité avec ce nouveau référentiel pour les rendre homogènes et comparables.

L'effet des changements de méthodes induits par cette transition aux normes IFRS au 01/01/04 est imputé dans les capitaux propres d'ouverture.

Les dispositions prévues par la norme IFRS 1 relative à la première adoption du référentiel IFRS par les sociétés ont été également appliquées.

2.2 Application de la norme IFRS 1.

Parmi les diverses options facultatives proposées par la norme IFRS 1 et pouvant trouver une application au sein du Groupe, il a été retenu :

– l'utilisation de la juste valeur comme coût présumé des terrains au 01/01/04,

– dans le cadre des regroupements d'entreprise, la non application rétrospective aux acquisitions antérieures au 01/01/04.

Dans le cadre des avantages au personnel, l'utilisation de la méthode dite du « corridor » et l'imputation sur les capitaux propres des écarts actuariels ne trouvent pas à s'appliquer car sans objet pour le Groupe.

2.3 Principaux impacts.

La transition aux normes IFRS génère deux types d'impacts, des écarts de retraitement et des reclassements dans la présentation des états financiers.

— Impacts de retraitements : Ils portent essentiellement sur les terrains, les équipements industriels et sur une correction d'erreur.

– Terrains – IFRS 1 et IAS 16 immobilisations corporelles : l'utilisation de la juste valeur comme coût présumé des terrains au 01/01/04 dégage à cette date un écart positif avant impôt différé de + 1,3 M€, imputé dans les capitaux propres d'ouverture ;

– Equipements industriels – IAS 16 immobilisations corporelles : le recours, à la méthode du coût amorti reconstitué, à l'approche par composants et à une redéfinition du plan d'amortissement conduit, avant impôt différé, à une augmentation des capitaux propres de + 4,3 M€ et à une réduction de la dotation annuelle aux amortissements de – 2,0 M€ au titre de 2004 ;

– Correction d'erreur – IAS 8 Méthodes comptables : les comptes 2004 enregistraient en charges exceptionnelles et dans les stocks un impact négatif avant impôt différé de – 437 K€ consécutif à des corrections sur certains éléments des stocks à l'ouverture. Les corrections d'erreur en normes IFRS s'imputent en capitaux propres et non en résultat contrairement aux normes françaises ;

– Les autres normes IFRS sont pour le Groupe soit sans impact car déjà appliquées ou non applicables soit avec des impacts non significatifs. Les normes les plus pertinentes qui méritent d'être citées sont :

* IAS 2 Stocks, IAS 19 Avantages au personnel : sans impact car déjà appliquées ;

* IAS 32 et 39 Instruments financiers : sans impact significatifs ;

* IAS 17 contrat de location, IFRS 2 Paiement en actions : avec impacts non significatifs ;

— Impacts de présentation :

– IAS 1 Présentation des états financiers : Cette norme modifie sensiblement la présentation du compte de résultat et à un degré moindre celle du bilan. Le compte de résultat désormais ne contient plus les notions de résultat d'exploitation et de résultat exceptionnel mais de nouveaux agrégats apparaissent comme celui de résultat opérationnel. Le bilan est désormais classé en éléments courants et non-courants fonction du degré d'exigibilité des actifs et passifs. De plus certains postes comme les actifs d'impôt différé sont reclassés ;

– IAS 18 Produits des activités ordinaires : Cette norme impacte la présentation du compte de résultat en imposant aussi un certain nombre de reclassement de postes de produits.

Au total tous ces reclassements sont sans effet sur le résultat net.

2.4 Tableaux de rapprochement.

2.4.1 Tableau de rapprochement des résultats (en milliers d'euros) :

		31/12/04
A) Retraitements		+ 1 571
Dotations aux amortissements :	2	+ 1 915
- suite à reconstitution du coût historique amorti	-	+ 1 987
- sur locations financement d'équipements industriels	-	- 93
- suite annulation charges à répartir	-	+ 2
Annulation des loyers de location-financement	2	+ 104
Annulation de charges à répartir	2	- 6
Annulation des écarts de conversion	3	0
Des subventions d'investissements	2	- 17
Valeur nette comptable complémentaire sur cessions d'immobilisations corporelles	2	- 43
Stocks options :	2	+ 2
- annulation des provisions pour risques	-	+ 2
- coût des options	-	0
Retraitement correction d'erreur	4	+ 437
Impôt différé complémentaire	5	- 821

B) Reclassements		0
B1 Reclassement au niveau opérationnel		0
Production immobilisée	2	- 142
Autres produits	2	- 757
Transferts de charges	2	- 1 090
Reprise provisions	2	- 334
Dotation aux provisions	2	0
Chiffre d'affaires	1	+ 355
Achats consommés	2	+ 441
Charges de personnel	2	+ 857
Charges externes	2	+ 226
Impôts et taxes	2	+ 7
Variation de stocks de produits fabriqués	2	+ 265
Dotation aux provisions	2	+ 172
B2 Reclassement d'exceptionnel en opérationnel		0
Résultat exceptionnel	4	- 127
Autres produits et charges d'exploitation	2	+ 400
Charges de personnel	2	- 211
Impôts et taxes	2	15
Dotations aux amortissements	2	5
Dotations aux provisions	2	- 52
C) Cumul des impacts		
Sur le chiffre d'affaires	1	+ 355
Sur le résultat opérationnel	1 + 2	+ 2 082
Sur le résultat financier	3	0
Sur le résultat exceptionnel	4	+ 310
Sur la charge d'impôt	5	- 821
Sur le résultat net	1 à 5	+ 1 571

2.4.2 Tableau de rapprochement des bilans (en milliers d'euros) :

		31/12/04
A) Retraitements		0
Immobilisations corporelles	1	+ 8 195
- Valorisation en juste valeur des terrains	-	+ 1 262
- Reconstitution du coût historique amorti	-	+ 6 445
- Locations financement sur équipements industriels	-	+ 486
- Divers	-	+ 2
Annulation des charges à répartir	2	- 14
Annulation des écarts de conversion actif	2	- 17
Actions propres auto-détenues	2	- 119
Dettes sur locations financement à LT	4	- 352
Dettes sur locations financement à CT	5	- 104
Annulation des écarts de conversion passif	5	+ 3
Annulation provision sur écarts de conversion actif	4	+ 17
Reprise des subventions d'investissements à LT	4	45

Reprise des subventions d'investissements à CT	5	- 28
Provision sur actions propres auto-détenues	4	+2
Coût des options en capitaux propres	3	0
Retraitement correction d'erreur	3	+ 437
Impôt différé passif sur retraitements	4	- 2 628
Réserves consolidées	3	- 3 776
Résultat net	3	- 1 571
B) Reclassements		0
De autres créances	2	- 268
A Impôt différé actif	1	+ 268
De Provision sur risques et charges	4	+ 252
A créances commerciales nettes	2	- 252
De dettes partie LT	5	+ 10 716
A passif non courant partie LT	4	- 10 716
C) Cumul des impacts		
Sur l'actif non courant	1	+ 8 463
Sur l'actif courant	2	- 670
Sur les capitaux propres	3	+ 4 910
Sur les passifs non courants	4	+ 13 470
Sur les dettes	5	- 10 587
Sur le total du bilan	1 à 2 et 3 à 5	+ 7 793

2.4.3 Tableau de rapprochement des flux de trésorerie (en milliers d'euros).

		31/12/04
A) Retraitements		- 118
Annulation des loyers de location-financement	1	+ 104
Annulation de charges à répartir	1	- 6
Annulation des écarts de conversion	1	+ 1
Annulation subventions obtenues nettes de reprises	1	- 17
Retraitement correction d'erreur	1	+ 437
Erreur sur stocks à l'ouverture	2	- 437
Annulation variation écarts de conversion passif	2	- 1
Annulation acquisition charges à répartir	3	+ 6
Achat d'actions propres auto-détenues	4	- 119
Remboursements sur locations financement	4	- 104
Hausse des subventions d'investissements	4	+ 55
Réduction des subventions d'investissements	4	- 37
C) Cumul des impacts :		
Sur le flux net de trésorerie lié à l'activité	1 à 2	+ 81
Dont :		
– Sur la marge brute d'autofinancement	1	+ 519
– Sur la variation du B.F.R.net	2	- 438
Sur le flux net de trésorerie lié aux investissements	3	+ 6
Sur le flux net de trésorerie lié au financement	4	- 205
Sur la variation de la trésorerie disponible	1 à 4	- 118

2.4.4 Tableau de rapprochement des capitaux propres au 01/01/04 (en milliers d'euros) :

	Montants bruts	Impôt différé	Montants nets
Capitaux propres au 31/12/03 Normes Françaises			24 584
Immobilisations corporelles	5 783	1 985	3 798
Ecart sur valorisation en juste valeur des terrains	1 263	433	830
Ecart sur reconstitution du coût historique amorti des immeubles	191	66	125
Ecart sur reconstitution du coût historique amorti des bâtiments et équipements industriels	4 296	1 475	2 821
Locations financement sur équipements industriels	20	7	13
Divers	13	4	9
Retraitement correction d'erreur	- 437	- 150	- 287
Annulation des charges à répartir	- 28	- 10	- 18
Annulation des écarts de conversion	2	1	1
Reconstitution des subventions d'investissements	- 55	- 19	- 36
Capitaux propres au 01/01/04 Normes IFRS			28 042

0606886